



PS2D

PROSPECTIVE, STRATÉGIES
ET DÉVELOPPEMENT DURABLE



En partenariat avec
La Fondation FRIEDRICK EBERT STIFTUNG et l'Association APS2D
Le laboratoire PS2D organise un



WORKSHOP



Quel renouveau des politiques publiques pour un nouveau modèle de développement industriel en Tunisie ?

Samedi 22 Février 2020

Hôtel Golden Tulip El Mechtel - Salle Crystal

Programme

8.30 : Accueil des participants

8.50 : Mots de bienvenue

9.00 à 10.00 : Première séance : Les firmes tunisiennes et les chaînes de valeur mondiales : Performances et lacunes.

Modérateur : Mahmoud Ben Romdhane (FSEG - Tunis)

- Transformations structurelles et chaînes de valeur : **Patrick Plane (CNRS – France)**
- Positionnement des firmes tunisiennes sur les chaînes de valeur mondiales : diagnostic sectoriel : **Zouhaier El Kadhi (DG. ITCEQ)**
- Ambitions, attentes et appréhensions des firmes tunisiennes : **Noureddine Hajji (DG. Ernst & Young)**

10.00 à 10.30 : Débat

10.30 à 11.00 : Pause-café

11.00 à 12.00 : Deuxième séance : Les politiques publiques et l'avenir de l'industrie en Tunisie.

Modérateur : Abderrazek Zouari (IHEC-Carthage)

- Faisabilité et légitimité des politiques industrielles dans le contexte de la mondialisation et de libre-échange : **Afif Chelbi (ex DG. CAE)**
- Systèmes d'incitation et d'encadrement, développement industriel et inclusion régionale : **Habib Zitouna (FSEG - Nabeul)**
- Prospective des politiques industrielles : **Lotfi Bouzaiene (IHEC-Carthage)**

12.00 à 13.00 : Panel et débat (Med Ennasser Brahem (DG. MDCI), Bechir Boujdai (UTICA), Nafaa Enneifar (IACE), Slim Tlatli (ex DG. PMN), Adnene Lassoued (DG. INS), CETIME, CETTEX, CEPEX, APII.

13.00 : Déjeuner

Argumentaire

Les activités industrielles ont été pendant un certain temps au centre du développement économique de la Tunisie. L'élan de l'industrie était évident à partir du milieu des années soixante-dix. Des espoirs se sont formés d'ailleurs dès le milieu des années quatre vingt-dix pour que l'industrie évolue vers des spécialisations avec encore plus de valeur ajoutée et plus de contribution à l'emploi de qualité, aux exportations, voire au développement des territoires. Les entreprises industrielles tunisiennes devraient être en effet en mesure de négocier des stades plus avancés de leurs filières de production et ne plus se morfondre à l'aval de celles-ci et se contenter du plus faible taux de la valeur créée.

La réalité du développement de l'industrie a été cependant différente¹. L'exemple des performances réelles des entreprises exportatrices dans les deux principaux secteurs exportateurs est édifiant. Plus de 90% des entreprises textiles tunisiennes ne savent faire que de la simple confection généralement dans le cadre de la sous-traitance passive dite de capacité à partir d'intrants en grande partie importés, le segment le plus bas de la filière et en conséquence le moins rémunérateur. La plupart des entreprises du secteur électronique sont fortement désarticulées du tissu national et leurs exportations ont un contenu très élevé en importations. La majorité d'entre elles assurent de simples tâches d'assemblage de composants importés et recourent à une main d'œuvre peu qualifiée. C'est à se demander si l'investissement industriel réalisé en Tunisie produit le plus d'effets d'entraînement en termes de croissance et de création d'emplois chez les pays fournisseurs de matières premières, de demi-produits et de biens d'équipement.

De plus, ce qui reste des entreprises publiques qui étaient un puissant levier d'industrialisation en général et de développement régional en particulier² s'enlise notamment après la révolution dans une crise aigüe. Cela requiert des restructurations douloureuses, alors que le grand nombre du tissu industriel privé qui est désormais dominant dans les activités manufacturières observe depuis la révolution un attentisme et une attitude défensive de type « se barricader derrière les positions ». Cela a tellement duré que les perspectives du rebondissement combien impératif deviennent problématiques voire hypothétiques. En est témoin la dégradation depuis 2010 de la plupart des indicateurs pertinents : persistance de la baisse des indices de la production et du taux d'investissement, très faibles créations d'emploi, recul dans les indices de compétitivité internationale³, une faible présence sur les marchés dynamiques, un mauvais positionnement sur les chaînes de valeur mondiales, le tout avec un sentiment de pessimisme qui se généralise davantage. La dégradation risque de menacer définitivement le tissu industriel et productif comme le confirme le rapport annuel du Conseil d'Analyses Économiques (2018)⁴. N'échappe à ce paysage industriel public et privé qu'un petit nombre d'unités innovantes et compétitives. Malgré leur faible effet d'entraînement, ces cas signalent que des compétences techniques et managériales existent dans le pays et que des opportunités de catch up et de rebondissement sont potentiellement saisissables. Parallèlement, le rôle de l'État se relâche, l'essentiel des entreprises publiques est privatisé, les politiques industrielles et les choix sectoriels sont bannis au profil de la neutralité des systèmes d'incitation et des objectifs horizontaux et le rôle des organismes

¹ Par industrie, l'on entend, en plus des activités manufacturières, toutes les activités immatérielles liées à l'industrie.

² Créées à partir des années 60 du siècle dernier avec les industries de substitution aux imports (i.e. textile, filature, cuir et chaussures, papier, mécanique, électrique, chimie,...) grâce à l'action sur la dimension spatiale par la création de pôles de développement censés atténuer à terme la fracture régionale (i.e. Industrie du papier à Kasserine en 1960, Industrie du Sucre à Béja en 1961, Transformation de Phosphates à Sfax en 1963, Raffinage de pétrole à Bizerte en 1964, Sidérurgie à Menzel Bourguiba en 1964, Industrie chimique à Gabès en 1973, ...).

³ Selon le Global Competitiveness Index (Forum Économique Mondial), la Tunisie a perdu 55 places dans le classement alors que selon le Doing Business (Banque mondiale) la perte est de 25 places.

⁴ « Au-delà des agrégats économiques, la proportion de chefs d'entreprises estimant la survie de leurs organisations à moins de 2 ans ne cesse d'augmenter d'année en année. En effet, elle était à hauteur de 20% en 2014, 25% en 2016 puis 40% en 2018. En 2019, ce ne sont pas moins de 58% des chefs d'entreprises qui se sentent menacés à court terme ».

publics d'encadrement devient plutôt moins actif et perd en efficacité, pour manque de moyens certes mais aussi pour absence d'une politique industrielle comme cadre général de leurs interventions.

Cependant, l'exemple des pays déjà développés montre que les puissances mondiales sont avant tout des puissances industrielles qui se sont progressivement construites depuis des décennies à coup de soutien public volontariste (France) ou d'interventionnisme libéral (États-Unis) comme en témoignent les nombreuses innovations des dernières cinquante années allant des technologies de l'espace et des télécommunications, des moyens de transport ferroviaire (TGV) ou aéronautique (Boeing, Air Bus, Concorde) jusqu'aux récents progrès en matière d'Internet et de téléphonie. Les États les plus libéraux de la Trinité⁵ dominante étaient toujours derrière ces innovations à travers des politiques industrielles déclarées ou larvées financées de manières directe et indirecte par les budgets de ces États.

Or, à peine les pays en développement non-rentiers ont-ils entrepris des politiques industrielles durant les premières années de leurs indépendances conçues pour la plupart de manière pragmatique en fonction de leurs moyens, que les experts des organisations internationales tirèrent les sonnettes d'alarme prévoyant la faillite de ces États à cause des graves distorsions que leur interventionnisme aurait créées. Désormais, les conditionnalités du soutien financier international ont incité à libéraliser les économies de ces pays dès le milieu des années soixante-dix avant de les soumettre aux politiques d'austérité des programmes d'ajustement structurel au milieu des années 80 et de les intégrer dans des zones de libre-échange au milieu des années quatre-vingt-dix, leur seul lot de consolation de la mondialisation revigorée après la naissance de l'OMC.

Aussi, faisons-nous le constat que le développement industriel de ces pays – à l'exception toutefois de quelques pays dynamiques qui ont échappé à la chape de plomb des organisations internationales comme la Corée du Sud ou comme la Chine qui a bouleversé l'échiquier industriel mondial– fut pratiquement bloqué à son niveau de la fin des années quatre-vingt avec des carences généralisées en termes de rendement devises des exportations, de degré de dépendance technologique de l'extérieur, d'attractivité des territoires, d'intensité des échanges intersectoriels et de capacité de création de la valeur ajoutée et de l'emploi qualifié.

Il n'est alors guère surprenant de voir la Tunisie actuellement dans des positions reculées au niveau de la plupart des indicateurs de compétitivité internationale. L'essentiel des carences de l'industrie tunisienne réside dans son incapacité de repenser son modèle de développement installé depuis le début des années 70 et de l'adapter aux multiples mutations de l'environnement international. Ce qui condamne toute l'économie de la Tunisie à une stagnation aux conséquences graves et multiples dans un contexte international de plus en plus exigeant en termes de compétitivité et de compétences, et à un blocage dans un palier de développement en déphasage par rapport aux attentes des firmes et de la population.

C'est dans ce contexte général que notre Labo PS2D organise un Workshop ayant comme problématique : Quel renouveau des politiques publiques pour renouer sur des bases plus pertinentes et plus inclusives avec le développement industriel ?

Les contributions et les échanges au cours de la rencontre auront à développer la réflexion pour identifier ce qu'il faut revisiter dans les politiques publiques pour favoriser un modèle de développement de l'industrie capable de répondre aux attentes suivantes :

- Promouvoir une économie basée sur le savoir et l'innovation à travers une politique volontariste de R-D et des projets co-construits et co-financés avec les opérateurs économiques.
- Passer d'une économie de rente à une économie d'innovation et s'insérer dans l'ère de l'industrie 4.0.
- Introduire dans les stratégies sectorielles davantage de transversalité et d'aménagement du territoire.

⁵ Les États-Unis, l'Union européenne et le Japon

- Déterminer rapidement les choix de spécialisation sectorielle à haute valeur ajoutée et à contenu technologique élevé⁶.
- Promouvoir une compétitivité des produits basée sur la qualité et non sur les faibles coûts.
- Tendre vers des entreprises privées résilientes, compétitives et pérennes et des entreprises publiques efficaces et stratégiques.
- Avoir des institutions efficaces et compétentes au service des entreprises et non les subordonnant.
- Créer des créations d'emplois décents et qualifiés favorisant l'équité et la cohésion sociale.
- Consacrer une durabilité effective, la préservation de l'écosystème devrait être considérée comme une obligation morale et juridique incontournable et comme une norme d'activité⁷.
- Restructurer le système productif par des politiques de remontée des filières et dans les chaînes de valeur mondiales.
- Instituer un système d'incitation au service des objectifs spécifiques de la politique industrielle avec conditionnalité des privilèges.
- Mettre vigoureusement à niveau les organismes publics d'encadrement et d'assistance technique destinés aux entreprises.

Pour contribuer au renouveau des politiques publiques, les participants à la rencontre auront à s'exprimer entre autres sur les thèmes suivants :

- La portée d'une politique industrielle concertée : Une politique d'ajustement global, une politique fonctionnelle et ponctuelle ou encore une politique structurelle d'organisation du système productif et de développement industriel.
- La conception de politiques sectorielles, sélectives et stratégiques.
- La définition des contours d'un système d'incitation avec conditionnalité des privilèges et obligation d'évaluation du rendement directement lié aux objectifs de la politique industrielle.
- L'élaboration d'une politique de formation professionnelle moderne, professionnellement promouvante et socialement valorisante, préparant les jeunes aux métiers de demain.
- La vigoureuse mise à niveau du système institutionnel d'encadrement et d'assistance technique aux entreprises.
- L'adoption d'une politique moderne et efficace de la concurrence et la lutte contre les monopoles privés et le commerce illégal.
- Le comportement stratégique des firmes dans le contexte tunisien pour passer à une compétitivité qualité des produits.
- Repenser le système d'avantage comparatif basé sur les bas salaires.
- Réduire la forte dépendance des importations et améliorer le rendement devise des exportations.

⁶ Énergie renouvelable, innovation [mécatronique, robotique, gaming], industries agro-alimentaires [i.e. l'huile d'olive et dérivés où nous pouvons être leader mondial], industries pharmaceutiques [notamment les génériques] et leurs services connexes où nous avons de réels avantages compétitifs et sur lesquels il faut concentrer tout le dispositif d'incitation, de financement et d'accompagnement

⁷ Les coûts associés aux actions de préservation de l'environnement devraient être considérés par l'État, les collectivités publiques, les entreprises comme faisant partie des charges dont tout un chacun s'acquitte par l'obligation de la loi et de l'ordre moral.